

En exercice :	20	L'an deux mille treize
Présents :	15	Le deux octobre, à 20 heures 30,
Votants :	18	le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Terroir de la Truffe,

dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à Saint Laurent des Bâtons sous la présidence de M. Philippe DUCENE Président.
date de convocation du Conseil Communautaire : le 23 septembre deux mille treize.

Présents : Philippe DUCENE, Roger CHAPOTOT, Guy THOMASSET, Eric CHASSAGNE, Louis HERBRETEAU, Béatrice LESCOMBE, Marie-Christine BENCHAREL, Margaret GORMAN, Olivier GENSOU, Patrick ETCHEGARAY, Nicole DUPONT, Paul SABOURET, Chantal LEGER, Nicole RIVIERE,

Excusés : Joëlle LE ROUX pouvoir Béatrice LESCOMBE
Odette PERRIER pouvoir Philippe DUCENE
Patrick LESCURE pouvoir Guy THOMASSET
Gilles DELMARES
Bénédicte PEYROT

Madame Béatrice LESCOMBE a été élue secrétaire.

Aménagement de l'espace

Objet :

Approbation de la révision simplifiée du PLUi :
extension de la zone d'activités des Maïmes à Sainte-Alvère



M. le Président rappelle au Conseil Communautaire que la révision simplifiée du P.L.U pour extension de la zone d'activités des Maïmes à Sainte-Alvère prescrite par la délibération du 17 septembre 2012 a été soumise à enquête publique du 18 juillet 2013 au 19 août 2013.

Il fait part des résultats de l'examen conjoint avec les Personnes Publiques Associées,

Il fait part de la concertation de la population,

Il donne lecture du procès-verbal de communication, au pétitionnaire, des observations recueillies par le Commissaire Enquêteur lors de l'enquête publique,

Il fait part des résultats de l'enquête publique et des conclusions du Commissaire Enquêteur,

Les membres du Conseil Communautaire,

VU le code de l'urbanisme, notamment les articles L.123-13, L.123-19, R.123-24 et R.123-25 ;

VU la délibération en date du 17 septembre 2012 prescrivant une révision simplifiée du PLU pour extension d'une zone d'activités à Sainte-Alvère et fixant les modalités de la concertation avec la population ;

VU le compte rendu de l'examen conjoint des personnes publiques associées en date du 19 octobre 2012 ;

VU l'arrêté communautaire en date du 19 juin 2013 prescrivant l'enquête publique sur le projet de révision simplifiée pour extension d'une zone d'activités à Sainte-Alvère;

VU le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur en date du 28 août 2013;

VU l'accord du sous-préfet en date du 14 juin 2013, relatif à la dérogation à l'application de l'article L.122-2 du code de l'urbanisme ;

ENTENDU l'exposé de M. le Président,

Considérant que les résultats de ladite enquête publique et des avis recueillis n'ont justifié aucun ajustement au dossier du projet de révision simplifiée du PLU pour extension de la zone d'activités "Les Maimes" à Sainte-Alvère ;

Considérant que le dossier du projet de révision simplifiée du plan local d'urbanisme tel qu'il est présenté au conseil communautaire est prêt à être approuvé conformément à l'article L.123-10 du code de l'urbanisme ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

♦**décident** d'approuver le dossier de révision simplifiée pour extension d'une zone d'activités tel qu'il est annexé à la présente délibération,

♦**disent** que la présente délibération fera l'objet d'un affichage au siège de la Communauté de Communes durant un mois, conformément à l'article R 2121-10 du code général des collectivités territoriales et d'une mention dans le journal désigné ci-après :

- Sud-Ouest
- Et sur le site internet du PGB

♦**disent** que conformément au code de l'urbanisme, le dossier de la révision simplifiée du P.L.U pour extension d'une zone d'activités ci-annexé est tenu à la disposition du public aux jours et heures d'ouverture des bureaux :

- Au siège de la Communauté de Communes du Terroir de la truffe,
- A la préfecture de la Dordogne,
- A la sous-préfecture de Bergerac

♦**disent** que la présente délibération, accompagnée du dossier de la révision du P.L.U : extension de la zone d'activités des Maîmes à Sainte-Alvère qui lui est annexé, sera transmise au Sous-préfet de Bergerac.

♦**disent** que la présente délibération deviendra exécutoire :

- dans un délai d'un mois suivant sa réception par le Sous-préfet de Bergerac, si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au dossier approuvé, ou dans le cas contraire à dater de la prise en compte de ces modifications.
- Après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité

♦**Mandatent** le Président pour donner suite à ces décisions et signer les documents s'y rapportant.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.
Pour copie conforme.

Le Président

Philippe DUCENE

